

Les investissements nécessaires pour l'avenir : enjeux et déclinaison

Déclaration du groupe Environnement et nature

Profiter des conditions d'emprunt historiquement favorables. Investir dans les secteurs stratégiques les plus favorables à une économie décarbonée. Mobiliser les outils de portage financier et réorienter l'épargne des ménages : Nous adhérons à ces objectifs, que l'avis soumet à un diagnostic fouillé et intéressant.

Mais à quelles conditions ? Pour quel coût collectif ? Et comment prouver à chaque stade que les choix sont bien au service de la transition écologique ? Là, les choses se compliquent.

Nous partagerons nos votes sur cet avis, car si nous saluons l'intensité et du sérieux de son volet analytique, nous sommes partagés sur certaines préconisations.

Le texte pose en effet deux conditions : bénéficier du soutien d'un état stratège et planificateur, et poursuivre une logique de simplification des normes. Maintes fois entendu, notamment dans le rapport ATTALI de 2008 – « relancer la croissance » - ce discours réveille à chaque fois notre crainte de régressions.

Mais venons-en aux préconisations relatives à l'hydrogène, sujet qui à lui seul mériterait un avis de notre Conseil.

Encourager le développement de la filière hydrogène – qu'elle soit bleue, jaune ou verte - n'est pas un choix innocent. Il est de nature à orienter les politiques industrielles et énergétiques. Nos organisations se méfient un peu de la propension de l'état à choisir à l'avance, là où les meilleures technologies ne se sont pas encore figées. C'est ainsi que le solaire et l'éolien ont désormais battu à plate couture le nucléaire pourtant choisi et soutenu à fond depuis cinquante ans en France et à l'international.

Nous nous demandons ce qu'il s'agit ici de sauver au juste grâce à l'hydrogène : le climat, ou des secteurs économiques obstinément adossés aux logiques du monde d'hier, et notamment à des fantasmes d'énergie illimitée ? Ne s'agit-il pas de pensée magique, pour un secteur du transport aérien qui peine à prouver sa soutenabilité et qui s'est toujours extrait des exigences de Kyoto puis de Paris ? Il n'est pas interdit de penser que l'idée d'une politique d'achats garantis par l'Etat (préco 9), peut devenir ultra coûteuse et risquée au-delà des phases pilotes, et pas forcément au service du climat.

Par ailleurs, un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (proposition 11), très important et déjà à l'agenda de l'Union Européenne, n'a pour nous pas de sens vis-à-vis des importations d'hydrogène, par définition décarbonées.

Nous n'avons pas les mêmes réserves quant à l'autre secteur pris en exemple, celui de l'immobilier. Meilleure exploitation du gisement des friches et des logements vacants, investissements accrus dans la rénovation énergétique, meilleurs parcours rénovation des ménages et des copropriétés, alternatives au modèle pavillonnaire, sont autant de propositions que nous soutenons.